



## Bréfa- og málasafn 1967

---

Bjarni Benediktsson – Forsætisráðherra – Bréf – Agnar Kl. Jónsson – Einar Benediktsson – Guðmundur Benediktsson – Gunnar Gunnarsson – Hans G. Andersen – Niels P. Sigurðsson – Levi Eskhol – Magnús V. Magnússon – Símskeyti – Viðskiptamálaráðuneytið – British Embassy, Reykjavík –

## Tekið af vef Borgarskjalasafnsins

---

[bjarnibenediktsson.is](http://bjarnibenediktsson.is)

*Einkaskjalasafn nr. 360*

*Stjórnmalamaðurinn*

Askja 2-34, Örk 6

©Borgarskjalasafn Reykjavíkur



1  
Frá

Viðskiptamálaráðuneytinu.

, 25.8.67

Press Review

I yfirliti því um blaðagreinar, sem OECD gefur út daglega, var frá því skýrt þann 21. ágúst, að í viðtali við Aftenposten, hefði dr. Bjarni Benediktsson, forsætisráðherra, lýst því yfir, að Ísland hygðist sækja um aðild að EFTA. Þegar þessi fregn var borin til baka í Morgunblaðinu 19. ágúst, lét sendinefndin OECD þá grein í té í enskri þýðingu og var hún birt þann 23. ágúst. Bæði þessi Press Reviews fylgja með bréfi þessu.

F.h.s.

Sign. Einar Benediktsson

F.W.C.T.A.D.

Viðskiptamálaráðuneytið  
Reykjavík.

... cocoa producing country, and the United States, the biggest consumer. Ghana and the U.S. are understood to have agreed on the price limits for intervention by the buffer stock in case a world cocoa agreement can be concluded. The price range was believed to be 20-28 cents a pound..." (19-8-1967)

No. 157

21 août 1967

ACCORD INTERNATIONAL SUR LE BLE.

Les ECHOS donnent certaines précisions au sujet de l'accord sur le blé, intervenu la semaine dernière à Rome (voir Revue de Presse No. 155). Après avoir rappelé que le but de cette conférence, organisée par le Conseil international du blé et la Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement, était de préparer un accord mondial remplaçant celui de 1962, en tenant compte des résultats du Kennedy-Round, le 16 mai dernier, le journal précise que "le nouvel accord, appelé 'l'arrangement international sur les céréales', sera valable trois ans, et entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 1968. Il comporte notamment trois décisions à retenir: - La fixation d'une nouvelle référence, qui servira à déterminer les prix du blé sur le marché mondial en fonction de sa qualité et de son pays d'origine. Les prix minimum et maximum de cette nouvelle qualité de référence vont de 30,8 francs à 38,2 francs le quintal. - La fixation du montant de l'aide alimentaire aux pays en voie de développement à 4,5 millions de tonnes par an (blé et céréales secondaires). Cette aide serait bilatérale, comme le souhaitait la CEE, et non multilatérale, comme le voulaient les Etats-Unis. - Une mise au point des droits et devoirs des importateurs et des exportateurs de céréales, avec un statut spécial pour la CEE, à la fois importatrice et exportatrice. Les pays du Marché commun auraient en particulier la possibilité de ne pas être liés par des engagements quantitatifs en ce qui concerne leurs exportations..."

U.N.C.T.A.D.

Les consultations multilatérales sur le cacao ont commencé samedi à Genève. Le correspondant du FINANCIAL TIMES dans cette ville écrit: "Dr. Raul Prebisch, the UNCTAD Secretary-General, has invited delegates from 14 leading cocoa exporting and importing countries to join him for informal and private talks, an UNCTAD official said yesterday. Whether these preliminary discussions will lead to another full negotiating conference in the near future remains to be seen, though prospects for a new international cocoa agreement appear to have been improved by contracts between Ghana, the world's biggest cocoa producing country, and the United States, the biggest consumer. Ghana and the U.S. are understood to have agreed on the price limits for intervention by the buffer stock in case a world cocoa agreement can be concluded. The price range was believed to be 20-28 cents a pound..." (19-8-1967)

## ORGANISATION INTERNATIONALE DU CAFE.

A l'issue de sa réunion à Paris, l'assemblée générale extraordinaire de l'Organisation interafricaine du Café, chargée de préparer la dixième session du Conseil international du Café, qui s'ouvre ce lundi à Londres, a précisé dans un communiqué la position de ses pays membres.

Le communiqué indique que les pays africains 'ont réaffirmé qu'ils considéreraient comme nécessaire de maintenir un système d'ajustement sélectif des contingents et noté avec satisfaction que l'Organisation internationale du Café étudiait les moyens d'améliorer le système actuel.' L'assemblée s'est également prononcée en faveur de la création 'de mesures efficaces de contrôle' pour assurer le fonctionnement du système d'ajustement sélectif. Enfin, les pays africains producteurs de café se sont engagés à contribuer à l'établissement d'objectifs de production 'sur une base réaliste' à l'adoption d'une politique des stocks, et, en principe, à la création d'un fonds de diversification et de développement. (AGEFI)

## ISLANDE - EFTA.

M. Bjarni Benediktson, premier ministre d'Islande, a déclaré vendredi que son pays avait l'intention de poser sa candidature à l'EFTA dans un proche avenir. D'après l'interview que le ministre a accordée au journal d'Oslo AFTENPOSTEN, cette décision est motivée par le fait que l'Islande craint de sérieuses difficultés économiques. Le premier ministre a ajouté que la moitié des exportations de l'Islande étaient destinées aux pays de l'EFTA et du Marché commun. Cependant, aucune décision concrète n'a encore été prise pour poser la candidature de l'Islande. (JOURNAL DE GENEVE, GAZETTE DE LAUSANNE, LE MONDE, DIE WELT).

## ALLEMAGNE.

Selon un article paru dans la FRANKFURTER RUNDSCHAU, "la hausse enregistrée par les Bourses de valeur reflète la confiance qui règne dans l'économie allemande. Cette évolution est due au deuxième programme de relance économique. Certains évoquent déjà une possibilité de surchauffe..." (AGEFI).

## ETATS-UNIS.

Dans un article consacré à l'accord sur le Kennedy Round, le correspondant du journal DIE WELT à Washington se demande notamment si les Etats-Unis seront amenés à maintenir la date du 1. janvier 1968 pour l'abaissement de leurs tarifs douaniers, prévu par cet accord. Selon le journaliste, les milieux économiques et commerciaux discuteront de la possibilité de retarder de six mois l'entrée en vigueur de cet abaissement. Il note que dans les milieux officiels de Washington, on estimerait que le gouvernement américain ne changera pas la date initiale, en précisant que pour les Etats-Unis, un problème juridique se poserait à ce sujet. En effet, la loi américaine ne prévoit que des abaisssements réguliers s'étendant sur cinq périodes annuelles égales, débutant le 1er janvier de chaque année. Il n'est donc pas certain que les US puissent envisager de reporter au 1er juillet la date à laquelle entreraient en vigueur leurs abaisssements tarifaires.

O.C.D.E. - L'ECONOMIST consacre un article au rapport de l'OCDE sur la situation économique de l'Italie. - L'AGEFI annonce la publication de l'OCDE sur "la Mobilité de la Main d'Oeuvre".

No. 159

23 août 1967

BANQUE MONDIALE.

Sous le titre "World Bank cuts loans to poorest - 'Easy money' Fund drops to 10 million dollars.", le HERALD TRIBUNE reproduit les passages principaux d'un rapport de la Banque Mondiale, et écrit: "The World Bank, departing from recent practice, has reluctantly decided that it cannot make available this year 75 million dollars of its earnings for use as 'easy money' loans to poor countries. The disclosure came in the earnings report of the International Bank for Reconstruction and Development, the formal name of the bank, for the year ended June 30. It marked another setback for the general flow of aid, following the United States Senate's reductions in the foreign aid bill last week. There were several reasons for the decision not to distribute earnings in favor of the less developed countries this year. But a major one was high interest rates and relatively tight money in the industrial countries where the bank borrows money for its ordinary operations..."

TIERS MONDE - Avant la Conférence d'Alger.

En prévision de la conférence qui se réunira à Alger, du 10 au 25 octobre prochain, les représentants des 83 pays en voie de développement membres de la Conférence du Commerce de l'O.N.U., qui se tient actuellement à Genève, "un groupe d'experts et d'hommes de bonne volonté" du tiers monde ont rédigé quatre rapports actuellement soumis pour examen aux gouvernements intéressés. Ces rapports portent sur le financement de l'aide, les produits manufacturés, les produits de base et les recettes 'invisibles'. Ils constituent en quelque sorte les 'cahiers de doléances' du tiers-monde et doivent permettre d'arrêter à Alger les grandes lignes de l'attitude que prendra le tiers-monde à la prochaine conférence géante du commerce qui se tiendra à la Nouvelle-Delhi en février et mars 1968". (COMBAT)

D'après le même journal, les rapports des experts proposeraient en particulier: "-D'accroître le volume de l'aide par une augmentation des contributions des pays développés aux institutions multilatérales de financement. -Une révision générale des conditions de l'aide: intérêt plus faible, délais plus longs de remboursement, périodes de grâce plus étendues. -Un réaménagement de la dette actuelle du tiers-monde. -En ce qui concerne les produits de base, les experts du tiers monde insistent surtout sur un programme d'aide à la diversification, la création de stocks régulateurs (Buffer stocks) pour permettre de faire fonctionner efficacement les accords de produits, la stabilisation des cours des produits de base, et un programme de production alimentaire. Pour ce qui est des produits manufacturés, l'essentiel des revendications du tiers-monde porte sur la création d'un système de préférence générale accordée par tous les pays développés aux pays en voie de développement avec entrée en franchise sans réciprocité et sans discrimination."

## ESPAGNE.

A l'issue d'un Conseil des ministres sous la présidence du Général Franco, qui s'est tenu à la Corogne, M. Iribarne, ministre espagnol de l'Information et du Tourisme, a déclaré notamment que l'Espagne pourrait terminer l'année 1967 avec une balance des paiements équilibrée. M. Iribarne précise que celle-ci avait accusé en juillet dernier un surplus de 81,7 millions de dollars contre quatorze en 1966. Les réserves de devises espagnoles étaient de 1.102 millions de dollars au 31 juillet dernier. (AGEFI).

## ALLEMAGNE.

Selon les dernières NOTES ECONOMIQUES de la Commerzbank, "la situation économique n'a pas, dans son ensemble, empiré au cours de l'été, mais s'est stabilisée à un niveau assez bas. En dernier lieu, la politique financière et conjoncturelle du gouvernement semble avoir entraîné un renversement de tendance qui vient d'être confirmé par des signes de reprise. Par contre, selon la Commerzbank, les investissements productifs dans l'industrie n'ont guère montré d'amélioration. Etant donné que la consommation privée et les exportations, pourtant en vigoureuse hausse, ne peuvent influencer d'une façon décisive la conjoncture, il ne reste d'autre solution qu'un nouvel effort de l'Etat dans le domaine des investissements..." (INFORMATION)

## ISLANDE.

Certains journaux avaient annoncé l'intention de l'Islande de poser sa candidature à l'EFTA. Sous le titre "Prime Minister denies news report regarding membership of EFTA", le journal islandais MORGUNBLADID du 19 août 1967 publie à ce sujet l'article suivant:

"In news agencies reports which MORGUNBLADID received yesterday from NTB and AP, an interview with the Norwegian newspaper Aftenposten is cited which attributes to the prime minister, Mr. Bjarni Benediktsson, a statement to the effect that Iceland intends to seek membership of the European Free Trade Association."

"MORGUNBLADID had contact with the prime minister last night regarding this news."

"The prime minister said that it had been clearly stated in the interview with the Norwegian newspaper that the matter was being considered by the Icelandic government but that no decision had been reached. As had been made clear previously this matter was being seriously studied. On the other hand nothing new had happened."

F.

den 27. februar 1968.  
GB/kh

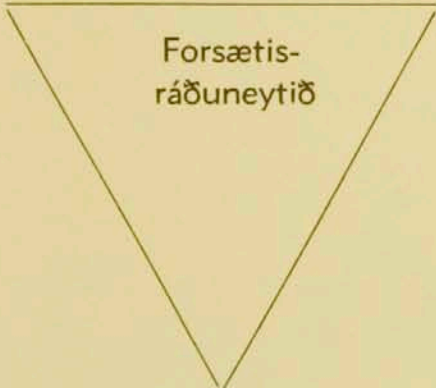
Redaktion Berlingske Tidende,  
København,  
Danmark.

Statsminister Bjarni Benediktsson har mod-  
taget fra Dem Festskriftet "Pressfrihed under  
ansvar - Bogen til dr. Vincent Næser", og har  
anmodet mig om at overrække Dem sit største tak.

P.m.v.



Guðmundur Benediktsson  
Afdelingschef



Forsætis-  
ráðuneytið

F

den 27. februar 1968.

GB/kh

Chefredaktör Bent A. Koch,  
Kristeligt Dagblad,  
Köbenhavn,  
Danmark.

Efter statsministerens anmodning sender  
jeg Dem vedlagt hans foredrag om Islands stilling  
för og nu, som han har holdt ved et möde i Hörs-  
holms Rotary Klub, den 15. februar d.å.

P.m.v.

GB.

Forsætis-  
ráðuneytið





(1131/67)

F. —  
BRITISH EMBASSY.

REYKJAVIK.

20 November, 1967

My dear Prime Minister,

When I came to tell you about the devaluation of the pound sterling on Saturday last, you expressed interest in the other measures which H.M. Government proposed to take to put the economy of the United Kingdom right.

I think I can do no better than send you the text of the statement put out by the Chancellor of the Exchequer at 9.30 p.m. G.M.T. on the 18th November. From this you will see that the emphasis on the domestic front is being placed on the limitation of easy credit. The sharp rise in bank rate and the stricter regulations on hire purchase illustrate this. It is also foreseen that there will be a rise in certain prices, but the Government are determined to restrain any corresponding rise in wages in order to keep industrial costs down.

Yours sincerely,  
Bryan Cranford

His Excellency

Mr. Bjarni Benediktsson.

STATEMENT BY THE CHANCELLOR OF THE EXCHEQUER

1. The Government have decided that, in order to achieve a substantial surplus on the balance of payments consistent with economic growth and full employment, the exchange rate of the pound sterling should be lowered, from 9.30 p.m. tonight, Saturday November 18, from dollars 2.80 to the pound to dollars 2.40 to the pound, a change of 14.3 per cent.
2. This change brings with it fresh opportunities - but at a heavy cost. The main opportunity is that our exporters should be able to sell more goods overseas such as motor vehicles and tractors, ships, aircraft, chemicals, textiles and much else. But, if we are to derive the full benefit from it, we must reduce the growth of demand by consumers at home in order to shift the use of our resources to exports and import savings. We need an improvement in our balance of payments of at least £500 million a year, and the Government intend to ensure that this is achieved.
3. The banks are therefore being asked to limit bank advances except, of course, to priority borrowers, especially exporters.
4. Bank rate is being raised to 8 per cent immediately.
5. From midnight tonight the hire purchase regulations on the sale of cars at home will require a minimum deposit of  $33\frac{1}{3}$  per cent and a maximum repayment period of 27 months.
6. The Government propose to curtail public expenditure in the following ways. Defence expenditure will be reduced by over £100 million next year. Except in development areas, the extra amount received by manufacturers in the Selective Employment Tax premium will be withdrawn, thus saving over £100 million. Other public expenditure, including nationalised industries' capital expenditure will be reduced by £100 million.

/The

The export rebate, now costing just under £100 million a year, will be abolished, since it will no longer be necessary.

7. The major disadvantage of the change in the exchange rate is that it will cause a rise in certain prices, though this will not happen all at once. It is essential that price increases should be confined to those unavoidable cases brought about by increased import costs. It is essential, equally, to ensure that these price increases do not result in large wage claims and settlements, for such action would mean that industrial costs would go up once more and the competitive benefits of devaluation would be frittered away. The Government are therefore entering into immediate discussions with the Trades Union Congress and the Confederation of British Industries in order to ensure that the operation of the agreed policy on prices and incomes measures up to the requirements of the new situation.

8. A strict watch will be maintained on dividends: and it is proposed to raise the rate of Corporation Tax, due to be fixed in the next budget, to  $42\frac{1}{2}$  per cent.

9. It is the Government's firm intention to take, at the right time, the steps that will be needed in order to protect the most vulnerable sections of the community from hardship resulting from the change in the exchange rate.

10. In accordance with the rules of the International Monetary Fund the change in our exchange rate has been notified to the Fund, who have concurred. We have made a formal application to the International Monetary Fund for an immediate stand-by of U.S.\$ 1.4 billion and have been assured that this

/application

application will receive prompt and sympathetic consideration. Further credit arrangements have already been made with a number of overseas central banks which together with the new International Monetary Fund stand-by, if approved, will provide new resources of around U.S.\$ 3 billion.

11. By Royal Proclamation to be submitted to The Queen in council tomorrow, the banks in the United Kingdom will be closed to the public on Monday, November 20. Bank staffs should report for duty as usual. The stock exchanges will also be closed on Monday.



BRITISH EMBASSY,

REYKJAVIK.

The British Government have decided that it is necessary to devalue the pound sterling. The Executive Board of the International Monetary Fund is being asked to meet at 17.00 hours on Saturday 18 November to approve this decision. Subject to their approval, a new parity of 2.40 dollars to one pound sterling will be announced at 21.30 G.M.T. on Saturday evening to take effect immediately: new gold content of the pound will be 0.06857 ounces. Monday next will be declared a bank holiday in the United Kingdom and all financial markets will be closed.

It is with very great regret that we have taken this decision which we have been trying for so long to avoid. During the last three years we have taken all possible measures, short of devaluation, to restore a strong pound and balance of payments. These measures reduced the deficit from £776 million sterling in 1964 to £342 million sterling in 1965 and £175 million sterling in 1966. I believe that ~~they~~ were the right measures and would in time have turned the deficit into a surplus we needed and hoped to achieve in 1967 but which has failed to come. Instead we face the prospect of at least as large a deficit as in 1966 despite the stringent restrictions now in force and the abnormally low level of domestic economic activity. We have had to conclude that at present rate of exchange our competitive position is not improving fast enough for our needs and obligations.

In the foreign exchange markets, the point has been reached at which there is little or no prospect of restoring confidence in the present parity. The pound has been weak for some months. It is in no one's interest that it should remain so.



Plainly action is needed urgently and the only responsible course is to devalue the pound. If we delayed we should run the risk of having to devalue by a larger amount later and thus of causing a major dislocation in international monetary dealings.

As it is I am confident that the degree of devaluation which we have chosen, 14.3 per cent, will not be so large as seriously to disturb world trade and payments or to require changes in parities of other major currencies.

At the same time I believe that this degree of devaluation, reinforced as it will be by stiff and unpopular measures at home to make resources available and to stabilize prices, will be quite sufficient to establish a strong pound and balance of payments.

I know that our decision will be unwelcome to you, as to all our friends in the sterling area, and I regret this deeply. The interest of sterling holders was one of our strongest reasons for trying so hard and so long to avoid this measure, and for taking all other possible measures first. However, bearing in mind both the rates of interest which sterling holdings have earned in recent years and the fact that their purchasing power in sterling terms will be maintained, I believe that no one need regret having held reserves in sterling over the years, or be in doubt as to the advantages of continuing to do so.

As regards the immediate future, it is in the common interest of us all that the strength of the pound at its new parity should be established quickly and beyond doubt. I am entirely confident that this can and will be achieved. I hope and believe that I may count on



you and other members of the sterling area to give us during the days and weeks ahead the same support and cooperation that you have given us in the past.

I would urge most strongly the importance of treating this information as most secret right up to the time of its announcement.

UTANRÍKISRÁÐUNEYTIÐ

F

Reykjavík. 26. september 1967.

Db. 8.D.25.  
(óskast tilgreint í svari)

Til fróðleiks fyrir yður, herra forsætisráðherra, sendist hér með samrit af bréfi sendiráðsins í Bonn (Bad Godesberg), dags. 19. þ.m., ásamt blaðaúrklippu úr "Die Welt" frá 19. þ.m., þar sem birt er bréf, er kanslara Vestur-Þýzkalands hefur borizt frá Stoph, forsætisráðherra Austur-Þýzkalands.

F. r.

*Lagna K. Jónsson*

Forsætisráðherra,  
Reykjavík.

Utanríkisráðuneytið,  
Reykjavík.



Bad Godesberg, 19. september 1967.

Db.5.G.3.  
1 samrit  
fskj.

Nr. 270.

Bréf forsætisráðherra Austur-Pýzka-  
lands til kanslara Vestur-Pýzkalands.

Eins og hinu háa ráðuneyti mun kunnugt af fréttum, barst kanslara Vestur-Pýzkalands í gær bréf frá Stoph forsætisráðherra Austur-Pýzkalands. Fylgdi bréfinu uppkast að samningi milli beggja hluta Pýzkalands. Sendist hér með til fróðleiks texti bréfsins og samningsuppkastsins eins og það var birt í "Die Welt" í dag. Berblöðunum saman um, að Austur-Pjóðverjar hafi enn hert á kröfum sínum gagnvart Vestur-Pýzkalandi. Dr. Kiesinger, kanslari, sagði í dag á ársfundinni þýzkra blaðaútgefenda í Hamborg, að hann myndi skjóttlega svara bréfi Willi Stoph forsætisráðherra Austur-Pýzkalands. Í Bonn er talið víst, að Kiesinger muni hafna samningsuppkastinu, sem fylgdi bréfi Stoph.

Sign. Magnús V. Magnusson

Utanríkisráðuneytið,  
Reykjavík.

# Wortlaut des Stoph-Briefes an Kiesinger

Nachrichtendienst der WELT

Bonn, 18. September

Der Brief des Ostberliner Ministerpräsidenten Willi Stoph an Bundeskanzler Kurt Georg Kiesinger hat folgenden Wortlaut:

„Ministerrat der Deutschen Demokratischen Republik

der Vorsitzende

Bundeskanzler der  
Bundesrepublik Deutschland  
Herr Kurt Georg Kiesinger  
Bonn

Sehr geehrter Herr Bundeskanzler!

In meinem Brief vom 10. Mai 1967 unterbreitete ich Ihnen den Vorschlag, in direkte Verhandlungen einzutreten mit dem Ziel, ordnungsgemäße Vereinbarungen über die Aufnahme normaler Beziehungen zwischen beiden deutschen Staaten, über den Verzicht beider deutscher Staaten auf die Anwendung von Gewalt in den gegenseitigen Beziehungen und über die Regelung anderer Grundfragen herbeizuführen.

In Ihrem Antwortbrief vom 13. Juni 1967 sind Sie auf diesen Vorschlag leider nicht eingegangen. Statt dessen bekräftigen Sie in Form und Inhalt Ihres Briefes ausdrücklich die Anmaßung Ihrer Regierung, für die Bevölkerung der Deutschen Demokratischen Republik sprechen zu wollen. Sie richten somit das Ansinnen an die DDR und ihre Bürger, die Alleinvertretungsanmaßung der Bundesregierung hinzunehmen und den gegenseitigen Beziehungen zwischen beiden deutschen Staaten zugrunde zu legen. Damit stellen Sie eine unzumutbare politische Vorbedingung, die nicht nur rechtswidrig und unfriedlich ist, sondern auch um so absurder erscheint, als Sie sich in Ihrem Brief selbst gegen politische Vorbedingungen aussprechen.

Ihnen ist genau wie mir bekannt, daß die Bundesregierung für das Gebiet der souveränen Sozialistischen Deutschen Demokratischen Republik und deren Bürger keinerlei Hoheitsrechte oder andere Befugnisse besitzt. Für die Bevölkerung der Deutschen Demokratischen Republik sprechen und handeln allein die vom Volke gewählten Organe des Staates, wie die Volkskammer, der Staatsrat und der Ministerrat der Deutschen Demokratischen Republik. Diese Tatsache zu negieren oder gar ändern zu wollen und zu diesem Zweck an

träglich zu gewinnen. Die Völker haben jedoch nicht im Kampf gegen den Hitlerfaschismus unermeßliche Opfer gebracht, um dann zuzusehen, wie Militarismus und Neonazismus aufs neue ihr Haupt erheben. Sie werden wohl selbst nicht annehmen, daß Ihre Notverordnungspolitik im Inneren und die mit ihr zusammenhängende Politik der Expansion auch außen das Zusammenführen der beiden deutschen Staaten zu einem vereinigten Deutschland fördern können. Sie wissen sehr gut, daß die Bindung der westdeutschen Bundesrepublik an den in Paris unterzeichneten sogenannten Deutschlandvertrag vom 23. Oktober 1954 die Lösung der deutschen Frage blockiert. Auch Ihre Politik der Integration Westdeutschlands in der EWG steht einem Vereinigungsprozeß diametral entgegen. Die deutsche Nation kann ihre Einigung und Zukunft nur finden in der Verständigung beider deutscher Staaten und ihrer Regierungen über ihre große nationale Aufgabe der Überwindung des Militarismus, Neonazismus und der Macht der Monopole.

Worte von der Verantwortung für den Frieden, wie sie in Ihrem Brief zu finden sind, können doch nur Gewicht erhalten, wenn die Bundesregierung die von ihr selbst geschaffenen friedensstörenden Faktoren wie die Alleinvertretungsanmaßung beseitigt und ihre Politik gegenüber der Deutschen Demokratischen Republik mit dem Ziel der Entspannung grundlegend ändert. Dazu gehört auch, daß die Regierung der Bundesrepublik ihre hartnäckigen Bemühungen einstellt, den anderen deutschen Staat, die Deutsche Demokratische Republik, und deren Bürger im Ausland zu diskriminieren und zu schädigen. Eine Entspannung in den Beziehungen zwischen beiden deutschen Staaten erfordert ebenso, daß die Bundesrepublik und ihre Organe endlich ihre Verpflichtungen gegenüber der Deutschen Demokratischen Republik erfüllen.

Die Wahrung und Festigung des europäischen Friedens und die elementaren Interessen des Volkes in der Deutschen Demokratischen Republik wie in der Bundesrepublik gebieten, daß die Regierungen beider deutscher Staaten normale Beziehungen zueinander aufnehmen. Damit würde die Erfüllung einer Grundbedingung für die Gewährleistung der europäischen Sicherheit, die Herstellung normaler Beziehungen zwischen allen europäischen Staaten, gefördert.

Geleitet von der Verantwortung für den Frieden in Europa, ist die Regierung der Deutschen Demokratischen Republik bereit, unmittelbare praktische Schritte zur Normalisierung der Beziehungen zwischen beiden deutschen Staaten einzuleiten.

Ich übersende Ihnen daher beiliegend den Entwurf eines Vertrages über die Herstellung und Pflege normaler Beziehungen zwischen der Deutschen Demokratischen Republik und der Bundesrepublik Deutschland. In diesem Zusammenhang schlage ich Ihnen vor, umgehend Verhandlungen hierüber und über den Verzicht beider deutscher Staaten auf die Anwendung von Gewalt in den gegenseitigen Beziehungen sowie entsprechend den in meinem Brief vom 10. Mai 1967 unterbreiteten Vorschlägen über

— die Anerkennung der gegenwärtig bestehenden Grenzen in Europa, insbesondere der Grenze zwischen beiden deutschen Staaten,

— das Eintreten der Regierung der DDR und der Regierung der Bundesrepublik für normale Beziehungen beider deutscher Staaten zu den anderen europäischen Staaten und für die Herstellung diplomatischer Beziehungen aller europäischer Staaten zu beiden deutschen Staaten,

— den Verzicht beider deutscher Staaten auf Besitz, Verfügungsgewalt oder Beteiligung an der Verfügungsgewalt über Kernwaffen in jeglicher Form sowie über ihre Bereitschaft zur Teilnahme an einer atomwaffenfreien Zone in Mitteleuropa,

— die Herabsetzung der Rüstungsausgaben beider deutscher Staaten um jeweils die Hälfte,

aufzunehmen mit dem Ziel, ordnungsgemäße Vereinbarungen abzuschließen. Zu diesem Zweck erneuere ich meine Einladung an Sie, Herr Bundeskanzler, zu einem noch zu vereinbarenden Zeitpunkt im Amtssitz der Regierung der Deutschen Demokratischen Republik entsprechende Verhandlungen aufzunehmen.

Ich wiederhole auch meine Bereitschaft, mich mit Ihnen in Ihrem Amtssitz in Bonn zu treffen.

Die technischen Vorbereitungen der Verhandlungen könnten durch den Staatssekretär und Leiter des Büros des Ministerrates der Deutschen Demokratischen Republik und den Staatssekretär im Bundeskanzleramt, der Bundes-

Alleinvertretungsanmaßung festzuhalten, führt zu nichts anderem als zur Verschärfung der Spannungen in Europa. Diese Politik birgt die Gefahr von Konflikten in sich und blockiert die dringend notwendige Normalisierung der Beziehungen zwischen den beiden deutschen Staaten.

Ich verstehe Ihre Weigerung, auf meine Vorschläge einzugehen, als Ausdruck Ihres Zieles, mit Hilfe der im wesentlichen unveränderten Revanchepolitik den Hitlerkrieg sozusagen noch nach-

## Der Ostberliner Vertragsentwurf

„Vertrag über die Herstellung und Pflege normaler Beziehungen zwischen der Deutschen Demokratischen Republik und der Bundesrepublik Deutschland“

Von dem Streben geleitet, einen wirkungsvollen Beitrag zur Gewährleistung des Friedens und der Sicherheit in Europa zu leisten und ein friedliches Verhältnis zwischen den beiden deutschen Staaten — der Sozialistischen Deutschen Demokratischen Republik und der Bundesrepublik Deutschland — als Voraussetzung für ihre Annäherung im Interesse der Zukunft der Nation zu schaffen, sind die Regierung der Deutschen Demokratischen Republik und die Regierung der Bundesrepublik Deutschland übereingekommen, folgendes zu vereinbaren:

### Artikel eins

Die Deutsche Demokratische Republik und die Bundesrepublik Deutschland nehmen normale Beziehungen zueinander auf.

### Artikel zwei

In den Beziehungen der Sozialistischen Deutschen Demokratischen Republik und der Bundesrepublik Deutschland, die Beziehungen souveräner Staaten deutscher Nation sind, die nach friedlichem Nebeneinander und schrittweiser Annäherung streben, kommen die allgemein anerkannten Prinzipien des Völkerrechts grundsätzlich zur Anwendung.

Die Regierungen beider deutscher Staaten treffen eine Vereinbarung über Gewaltverzicht.

Die Regierung der Deutschen Demokratischen Republik und die Regierung der Bundesrepublik Deutschland verpflichten sich, den gegenseitigen Beziehungen nachfolgende Prinzipien zugrunde zu legen:

Die Achtung der Souveränität, der Gleichberechtigung und der Nichteinmischung in die inneren Angelegenheiten,

die Achtung der territorialen Integrität der europäischen Staaten,

die Anerkennung der bestehenden Grenzen in Europa, einschließlich der Oder-Neiße-Grenze und der Grenze zwischen der Deutschen Demokratischen Republik und der Bundesrepublik Deutschland,

der werden. Das Ziel der Lösung der menschlichsten aller Fragen, der Sicherung des Friedens, dienen. Es versteht sich von selbst, daß positive Ergebnisse bei diesem Bemühen für die Regelung anderer, beide Seiten interessierender Fragen gute Voraussetzungen schaffen würden. Damit würden auch die von der Regierung der Deutschen Demokratischen Republik vorgeschlagenen Verhandlungen auf den Gebieten der Wirtschaft und des Handels, des Verkehrs und des Post- und Fernmeldewesens günstig beeinflusst werden.

die Anerkennung Westberlins als selbständige politische Einheit,

die Anerkennung der Nichtigkeit des Münchener Abkommens von Anfang an sowie

den Verzicht beider deutscher Staaten, in irgendeiner Form Zugang zu Kernwaffen zu erlangen oder Kernwaffen auf ihren Territorien zu lagern.

### Artikel drei

Zur Aufnahme und Pflege normaler Beziehungen zwischen der Deutschen Demokratischen Republik und der Bundesrepublik Deutschland werden solche direkten Kontakte hergestellt, wie sie zwischen Staaten üblich sind.

### Artikel vier

Auf der Grundlage des gegenseitigen Vorteils und mit dem Ziel der Herbeiführung eines geregelten friedlichen Nebeneinanders werden die erforderlichen Vereinbarungen auf den Gebieten der Wirtschaft, des Handels, des Post- und Fernmeldewesens, des Verkehrs und auf weiteren Gebieten abgeschlossen.

### Artikel fünf

Die Regierung der Deutschen Demokratischen Republik und die Regierung der Bundesrepublik Deutschland verpflichten sich, Vereinbarungen über weitere Beiträge der beiden deutschen Staaten zur Gewährleistung der europäischen Sicherheit sowie zur Abrüstung, insbesondere über den Verzicht auf Zugang zu Kernwaffen in jeglicher Form und auf deren Lagerung, zu treffen.

### Artikel sechs

Die Regierungen der beiden deutschen Staaten erklären ihre Bereitschaft, nach der Normalisierung ihrer Beziehungen, nach Durchführung einer vereinbarten Abrüstung und dem Abschluß eines Abkommens über europäische Sicherheit sowie unter der Voraussetzung der Überwindung des Militarismus, Neonazismus und der Macht der Monopole Verhandlungen mit dem Ziel der friedlichen Lösung der nationalen Fragen einzuleiten.

### Artikel sieben

Dieser Vertrag wird gemäß Artikel 102 der Charta der Vereinten Nationen beim Sekretariat der Organisation der Vereinten Nationen registriert.

Für die Regierung der Deutschen Demokratischen Republik

Für die Regierung der Bundesrepublik Deutschland

Republik Deutschland folgen.

Mit vorzüglicher Hochachtung  
gez. Stoph

Vorsitzender des Ministerrates der  
Deutschen Demokratischen Republik

Anlage:

Entwurf eines Vertrages über die Herstellung und Pflege normaler Beziehungen zwischen der Deutschen Demokratischen Republik und der Bundesrepublik Deutschland.

Berlin, den 18. September 1967.“

## Majonica wartet auf politische Gespräche

Nachrichtendienst der WELT

Moskau, 18. September

Der Vorsitzende des Außenpolitischen Arbeitskreises des CDU-Bundestagsausschusses, Ernst Majonica, der am Freitag zu einem achttägigen Besuch in Moskau eintraf, um unter anderem die Möglichkeit eines neuen deutsch-sowjetischen Gesprächs zu sondieren, hatte am Montag trotz intensiver Bemühungen auch von seiten der Deutschen Botschaft noch keine politischen Gesprächspartner gefunden. Obwohl Majonicas Reise mit der Sowjetbotschaft in Rolandseck vor Monaten bereits abgestimmt worden war und entsprechende politische Gespräche arrangiert werden sollten, konnte er auch am Montag nur Stadtbesichtigungen unternehmen. Lediglich während eines Essens, das der deutsche Botschafter zu Ehren Majonicas nach dessen Ankunft gab, hatte der CDU-Bundestagsabgeordnete Gelegenheit, mit ebenfalls eingeladenen sowjetischen Journalisten zu sprechen.

## De Gaulle nimmt Einladung Titos an

Nachrichtendienst der WELT

Paris, 18. September

Staatspräsident de Gaulle hat die Einladung Marschall Titos zu einem offiziellen Besuch in Jugoslawien angenommen. Während der Gespräche des jugoslawischen Außenministers Marko Nikesic in Paris wurde ferner vereinbart, den französisch-jugoslawischen Konsultationen den Charakter einer regelmäßigen Einrichtung zu geben. Die Konsultationen werden sowohl politische wie auch wirtschaftliche Bereiche umfassen.

Der jugoslawische Außenminister erklärte nach dem Abschluß der Gespräche, daß die Zeit des Gleichgewichts von zwei feindlichen Blöcken zu Ende sei und daß deshalb „etwas Neues“ gefunden werden müsse. Zur Deutschland-Frage sagte Nikesic in einem Fernsehinterview unter anderem, die Existenz zweier deutscher Staaten sei „eine Realität, mit der man rechnen muß“.



### *Australier helfen der Bevölkerung in Südvietnam*

Nicht nur im Dschungelkrieg in Südvietnam stehen die australischen Soldaten ihren Mann. Auch in den Gebieten, über die das Kampfgeschehen hinweggegangen ist, machen die „Diggers“ ihrem Namen alle Ehre. So bauten die Australier für südvietnamesische Bauern ein neues Dorf. Auch beim Umzug waren sie behilflich. Wohlbehütet in den Armen eines Australiers wird ein

kleines Mädchen in das neue Heim ihrer Eltern getragen. Die obdachlos gewordenen Bauern hatten vorübergehend einen Unterschlupf in dem nahen australischen Militärlager gefunden. — Nach Auffassung der Regierung in Canberra wird der Fünfte Kontinent schon heute gegen eine kommunistische Aggression in Vietnam verteidigt. Deshalb sind 6500 australische

Soldaten nach Südvietnam entsandt worden. Die öffentliche Meinung in Australien ist allerdings geteilt: Während vor allem linksgerichtete Studenten für die Vietkong sammeln, hat die Regierungspartei ein Gesetz durchgebracht, das solche Aktionen zugunsten der Kommunisten als Verrat wertet und unter Strafe stellt.

Faxfoto: DIE WELT / dpa

### LONDONER ENTFÜHRUNGSAFFÄRE

## *Die seltsamen Abenteuer des Wladimir Tkatschenko*

Innenministerium: Polizei mußte eingreifen, da alles auf eine Entführung hindeutete

Einkaskjalasafn Bjarna Benediktssonar © Borgarskjalasafn Reykjavíkur

London, 18. September

Um 10 Uhr 33 führen in London zwei schwarze Limousinen vor das Gebäude der sowjetischen Botschaft in den Kensington Palace Gardens, der berühmten Millionärsstraße in der britischen Metropole. Im zweiten Wagen saß der 25 Jahre alte Wladimir Tkatschenko, begleitet von einigen Beamten des britischen Innenministeriums. Blaß und wie es schien, noch halb benommen, betrat er schleppenden Schrittes wieder exterritorialen Boden. Alles spielte sich in Windeseile ab. Gleichsam, wie ein britischer Beobachter der Szene meinte, als ob ein klassischer Spionageaustausch vorgenommen würde.

Ob damit für den jungen Physiker, der im Rahmen des russisch-britischen Austausches von Wissenschaftlern mehrere Monate auf der Insel weilte und auch noch einige Zeit hier bleiben wollte, eine Episode ein Ende nahm, in die er nach einem Kurzbesuch seiner Frau hineinschlidderte, wird kaum zu ergründen sein. Möglicherweise stimmt die Version, daß das jung verheiratete Ehe-

## Barzel: Keine Absprache über Große Koalition 1969

Von unserem Korrespondenten

frh. Düsseldorf, 18. September

Zwischen Christlichen Demokraten und Sozialdemokraten in Bonn gibt es nach den Worten des Vorsitzenden der CDU/CSU-Bundestagsfraktion, Rainer Barzel, keine Absprache, die Große Koalition über die Bundestagswahl 1969 hinaus fortzusetzen. „Darüber wird der Wähler entscheiden“, betonte Barzel, der zuvor an einer Sitzung der CDU-Landtagsfraktion teilgenommen hatte, am Montag vor Journalisten in Düsseldorf.

Führungsprobleme in der CDU Nordrhein-Westfalens gibt es nach Meinung Barzels nicht. Der Politiker gehört dem Landesvorstand der westfälischen CDU und neuerdings auch dem Koordinierungsausschuß der CDU-Landesverbände Rheinland und Westfalen an. Auf Vermutungen, daß der frühere CDU-Ministerpräsident Franz Meyers auf dem nächsten Landesparteitag der rheinischen CDU bei der Wahl des Landesvorsitzenden gegen Konrad Grundmann kandidieren wolle, ging Barzel nicht ein.

paar den Kopf verlor, weil die Ehefrau von ihren Landsleuten keine Verlängerung ihres kurzen Aufenthaltes in London zugewilligt bekam.

Fest steht nur, daß der Physiker am vergangenen Samstag nicht im Besitz seines vollen Bewußtseins war, als ihn Beamte der russischen Botschaft auf der Bayswater Road nahe dem Hyde Park in ein Auto zogen und ihn mit Windeseile zu einer startbereiten russischen Verkehrsmaschine auf dem Flughafen Heathrow brachten. Fest steht ebenso, daß er sich nach einem Handgemenge zwischen Briten und Russen auf der Gangway des Flugzeuges unter den Schutz der Briten begab und sich von diesen an einen sicheren Ort im Süden des Landes bringen ließ.

Zu dieser Zeit stand er noch unter dem Einfluß einer Spritze, die ihm vom russischen Botschaftsarzt zur „Beruhigung“ gegeben wurde, weil er vor einem „Nervenzusammenbruch“ gestanden habe. Ebenso sicher scheint zu sein, daß seine Frau versucht hat, ihn für eine vorzeitige Rückkehr nach Moskau zu bewegen. Im Gerangel am Flugzeug half sie heftig mit, Tkatschenko wieder in das Flugzeug zu ziehen. Das hat ihr hier in London den Verdacht eingebracht, sie sei gar nicht seine Frau, sondern eine russische Agentin, mit deren Hilfe sein vorzeitiger rascher Abgang aus London plausibel erklärt werden sollte.

Die dramatische Wende kam am Montag, da die Zeitungen voll waren schon Innenministeriums. Blaß und wie von dem für England ungeheuerlichen Ereignis einer Menschenverschleppung, von bissigen Kommentaren gegen die Russen, die wie der Daily Telegraph sich ausdrückte, wieder einmal ihre Bärenstärken gezeigt hätten.

Das Innenministerium veröffentlichte eine kurze und lapidare Erklärung, in der es den freiwilligen Beschluß Tkatschenkos ankündigte, nach Rußland zurückzukehren, nachdem er zwei Nächte unter Aufsicht eines britischen Nervenarztes und Beamter des Innenministeriums auf dem Lande südlich von London verbracht hatte: „Mit Rücksicht auf eine ärztliche Behandlung und mit seinem ausdrücklich frei geäußerten Wunsch, geht er zur sowjetischen Botschaft.“

Das Ministerium fährt fort: „Der Verdacht entstand durch die Handlungen

russischer Offizier, zuerst in der Bayswater Road (wo Tkatschenko durch Angehörige der russischen Botschaft in einen Wagen gezogen worden zu sein schien) und dann auf dem Londoner Flughafen, als sie keine zufriedenstellende Erklärung abgeben konnten. Dr. Tkatschenkos Bitte auf dem Flughafen, privat mit den britischen Behörden zu sprechen und nicht mit dem Flugzeug nach Moskau geschickt zu werden, ließen den britischen Behörden keine Alternative, als sich durch die beste medizinische Untersuchung zu versichern, daß er nicht gegen seinen eigenen Willen aus dem Vereinigten Königreich gebracht wird. Dr. Tkatschenko war unter schwerer Betäubung, als er in die Hände der britischen Behörden kam, und es dauerte eine lange Zeit für die Ärzte und Nervenärzte, seinen wahren Gemütszustand festzustellen.“

Diese Erklärung läßt alle Erklärungsgründe der turbulenten Ereignisse offen. Die Briten brachten den jungen Mann zur Botschaft zurück, nachdem sie festgestellt hatten, daß er offenbar tatsächlich krank war und auch keine Anstalten machte, in Großbritannien um Asyl zu bitten. Sie hatten ihre Pflicht erfüllt, mehr konnten sie nicht tun. Den Russen bedeuteten sie freilich, daß dieser Vorfall hätte vermieden werden können, wenn sie sich „ordentlich benommen“ hätten.

Ebenso hat Außenminister George Brown noch nicht darüber entschieden, ob einige Angehörige der sowjetischen Botschaft wegen Widerstand gegen die Polizei des Landes verwiesen werden sollen. Das wäre ein folgenschwerer Entschluß, der die russisch-britischen Beziehungen auf lange Zeit belasten müßte.

Brown hätte theoretisch die Möglichkeit gehabt, auf englischem Boden beim sowjetischen Außenminister Gromyko selbst zu protestieren. Gromyko machte auf seinem Flug zu den Vereinten Nationen in New York am Montag Zwischenstation auf dem schottischen Flughafen Prestwick. Dort traf er mit seinem Londoner Missionschef Wassew zusammen, just zu der Zeit, da das Innenministerium seine Erklärung veröffentlichte.

Von Gromyko ist kein Zitat überliefert, dafür von Wassew. Nach einem Anruf aus London legte er den Telefonhörer auf und sagte: „Gute Nachrichten, er ist krank.“

Hartwig Meyer

Wer immer voraussetzt,  
daß seine Gäste erfahrene Liebhaber  
guten Essens und guten Trinkens sind,  
wird den Asbach Markt nicht fehlen lassen.  
... in aller Welt rühmen  
... und seinen

F

1967 VIII 31

12:10

nnnn

zczc lra300 ffc137/711 xntr208 on245

icrk co

oslo 24/22 31 1137 ctf 14th

\*

forsaetisradherra reykjavik

vidtal gunnars gran aftenposten vid forsaetisradherra var  
heimsent med brefum nr 325 og 335 stop heimsendum aftur naests  
posti \*

isambasade

col ~~325 334~~

\*

1967 VIII 31

17:49

nnnn

zczc lra405 xsg308 ffc395 qlbp0835 on385

icrk cn

aaa reykjavik de oslo 31 1350

Leiðrétting

Forsætisráðherra Rvík

lra300/ffc137/31 qlgs1643 on245/31st

forsaetisradherra 14th 334 rpt 334 our copy

( fjortánda text orð lesist 334 )

col ffc137/31 qlbs1643 on245/31st ffe

137 14th 334 334

Skammstafanir:

- D = Hraðskeyti.
- RPx = svar borgað.  
(i stað x kemur orðafjöldinn).
- TMx = margar utanáskriftir.  
(i stað x kemur fjöldi utanáskrifta.)
- Post = póstagjald borgað.
- TC = samanborið (til tryggingar).
- MP = afhenda viðtakanda sjálfum.
- FS = á að eftirsenda.
- PC = viðtökuskirteini óskast.
- XP = útsending borguð.

# LANDSSÍMI ÍSLANDS



Gjöld:

Sent til

kl.

af

Athugasemdir:

## Símskeyti

Fyrir hraðskeyti er tvöfalt gjald.

Nr. orð þann 16 4 19 68 kl.

HJÁLPIÐ HINUM SJÚKU!  
 Sendið vinum yðar samúðarskeyti  
 Minningargjafasjóðs Landsspítala Íslands!

Etat

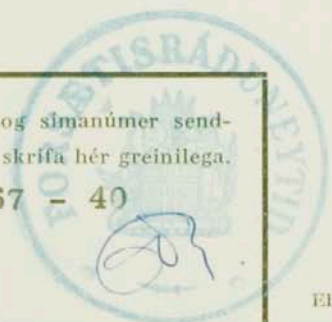
Ragnar,  
Toronto

Accept with thanks your kind invitation to stay  
with you

Bjarni

Nafn, heimili og símanúmer sendanda skal ætíð skrifa hér greinilega.

1 - 67 - 40





F.

HERRA GUÐMUNDUR BENEDIKTSSON

Forsætisráðuneytinu.

Þann 13. júlí þarf að senda SON EXCELLENCE CHARLES DE GAULLE  
PRESIDENT DE FRANCE, heillaóskaskeyti í tilefni þjóðhátíðar-  
dagsins 14. júlí, 1967.

Þann 17. júlí þarf að senda HIS EXCELLENCY FRANCISCO FRANCO  
JEFE DEL ESTADO ESPANOL, MADRID, heillaóskaskeyti í tilefni  
þjóðhátíðardagsins 18. júlí, 1967.

Þann 21. júlí þarf að senda HIS EXCELLENCY EDWARD OCHAB  
PRESIDENT OF THE COUNCIL OF STATE OF THE POLISH PEOPLE'S  
REPUBLIC, WARSAW, heillaóskaskeyti í tilefni þjóðhátíðar-  
dagsins 22. júlí.

d

Kærar kveðjur,



F

NR 20 21/7 1967 KL 1525

HIS EXCELLENCY EDWARD OCHAB  
PRESIDENT OF THE COUNCIL OF STATE OF THE  
POLISH PEOPLE,S REPUBLIC  
WARSAW

ON THE OCCATION OF POLAND'S NATIONALDAY  
PLEASE ACCEPT MY BEST COMPLIMENTS AND SINCERE  
CONGRATULATIONS  
ON BEHALF OF THE HOLDERS OF THE PRESIDENTIAL POWER  
BJARNI BENEDIKTSSON

THRIDJA ORD I FYRSTU LINU TEXTA A AD VERA  
OCCASION

Seuf Haraldur Scheinþarsson 16-jún '67. F  
Afmálingar Bj. B. farskiptum. Þann tætur ~~þess~~ þess.

Ríkið þarf á að halda meiri hollustu starfs-  
manna sinna en gengur og gerist í samskiptum  
vinnuveitenda og launþega. Gegn því er eðlilegt,  
að starfsmennirnir ætlist til vakandi skilnings á  
högum þeirra, svo að hollustukrafan leiði ekki til  
þess, að þeir verði verr settir en aðrir. Raunar  
er ólíklegt, að starfsmenn ríkisins þurfi að óttast,  
að svo sé gert a. m. k. til lengdar þegar af því að  
þá mundi ríkið ekki fá það starfsmannaval, sem  
það þarf á að halda. Enda verða fyrirsvarsmenn  
ríkisins ætíð að vera búnir við því, að geta varið  
gerðir sínar á opinberum vettvangi. En sjálfs er  
höndin hollust, og verkefni B. S. R. B. er að gæta  
þess að á starfsmennina sé ekki hallað. Banda-  
lagið hefur og fyrir löngu sannað tilverurétt sinn.  
Það er nauðsynlegt ekki einungis vegna starfs-  
mannanna heldur einnig vegna hagsmuna ríkisins.  
Sundrung, hvað þá beinn klofningur, innan B. S. R. B.  
mundi ríkinu mjög til óþurftar, því að svo erfitt  
sem það er að ná samningum við einn aðila, yrði  
það enn erfiðara, ef aðilarnir eru fleiri og tog-  
streita og metingur væri þeirra í milli.

Bezt fer á, að reynt sé til þrautar að leysa með  
samningum öll þau vandamál, sem upp rísa milli  
ríkisins og B. S. R. B. Valdbeiting í formi verk-  
falls mundi leiða til fyrirsjáanlegs ófarnaðar.  
Úrskurður kjaradóms er stundum óhjákvæmilegur  
en æskilegt er, að hann þurfi að verða um sem allra  
fæst atriði.

A afmæli B.S.R.B. færi ég bandalaginu og öllum þátttakendum þess innilegar hamingju- óskir. Eg lýsi ánægju minni yfir, hversu mikið hefur á unnizt, sem lýsir sér m. a. í hinum nýju verkefnum, er bandalagið nú hyggst beita sér fyrir eins og byggingu orlofsheimilið. Afmælisósk mín til bandalagsins er sú, að um alla framtíð haldið sem best samvinna um velferðarmál ríkisstarfsmanna milli þeirra og Alþingis og ríkisstjórnar.

Bjarni Benediktsson

Reykjavík Jan. 4th. 1968.

My dear Lady Shepherd,

I only write to express our sincere sympathy with you on the death of your husband. I was out of the country when the news of his death was published here, so my letter is written a little late, but you can be assured that we feel deeply with you. During his stay in Iceland we learned, indeed, to appreciate Sir Gerald highly, and there are few diplomats,

who have served in Iceland, whom  
the Icelanders have respected more  
or held in higher esteem.

Both of you always showed  
great kindness and hospitality towards  
Sigritur and myself, and we want  
you to know, that we often think  
about you and wish you, dear  
Daddy Shepherd, happiness and wellbeing.

Sincerely yours  
Bjarni Benediktsson

Alsat nr. bréka n.

Reykjavík, 27. apríl, 1967.

Hr. forsætisráðherra  
Bjarni Benediktsson  
Stjórnarráðinu.

Hr. Bjarni Benediktsson:

Með tilliti til þess, sem komið hefur fram, að það sé ekki lengur talin ósvinna, heldur æskilegt og jafnvel nauðsynlegt, að Íslendingar afli sér sérþekkingar á sviði herstjórnarmála og herfræði, fýsir mig undirritaðan að vita, hvort fyrirhugaðar séu einhverjar aðgerðir í þessum málum, t.d. með veitingu styrkja til náms í ofanefndum fræðum eða hvort fyrirgreiðsla, að einhverju leiti, af hálfu hins opinbera, er möguleg.

Þess má geta, að málið hefur allengi verið mér hugstætt. Haustið 1962 fór ég til náms við Háskólann í Wisconsin og spurðist ég þá jafnframt fyrir um það, hvort unnt væri fyrir mig að fá innritun til náms í herstjórn (R.O.T.C.). Var mér tjáð, að slíkt væri talið vel mögulegt, en til þess þyrfti einnig leyfi viðkomandi yfirvalda íslenskra. Þar eð ég hugði lítinn áhuga vera fyrir hendi til að veita slíkt leyfi, fórst málið fyrir, en áhuginn hefur þó ætíð verið fyrir hendi af minni hálfu og mundi ég taka fegins hendi hverri þeirri fyrirgreiðslu, sem stætt væri talið á að veita.

Virðingarfyllst,

Gunnar Gunnarsson.

Gunnar Gunnarsson  
Hraunteig 7  
Reykjavík.

UTANRÍKISRÁÐUNEYTIÐ

E

Reykjavík 8. febrúar 1967.

Db. 65.B.2.  
(óskast tilgreint í svari)

Til upplýsinga fyrir forsætisráðherra  
fylgir hjálagt ljósrit af skýrslu, dags. 3. þ.m.,  
um viðræður Hans G. Andersen, sendiherra, við  
Kyllingmark, samgöngumálaráðherra Noregs, um  
Löftleiðamálið.

F. h. r.

*Niels P. Sigurðsson*

Forsætisráðherra  
Reykjavík

Ég spurði hvaða tölur væri um að ræða, sem talið væri að  
lausn gæti byggst á. Ráðherrann sagði að það væri samnings-  
atriði og hann gæti ekki talað fyrir hina. SAS hefði haft  
í huga 7%, en þoka mætti þeim áleiðis og ef nýjar sameiginleg

Utánríkisráðuneytið,  
Reykjavík.

Utánríkisráðuneytið  
Db. 65.B.2. dags. 6/2'67



OSLO 3. Febrúar 1967.

Db.

68. B. 2.

Nr. 47.  
Loftleiðamálið.  
Br. sr. nr. 33, 27/1'67.  
Db. rn. 65. B. 2.

Ég átti í dag klukkutíma viðtal við Kyllingmark, samgöngumálaráðherra, á skrifstofu hans. Viðstaddur var ráðuneyttisstjórinn í samgöngumálaráðuneytinu.

Þar sem ráðherrann þekkti öll rök in í málinu kom okkur saman um að fara yfir þau í sameiningu og ræða hina einstöku liði. Varð úr því svipað yfirlit og skýrt var frá í ofangreindu bréfi. Var það skoðun ráðherrans, að aðgengilegt mundi vera að miða við 3 ferðir vikulega á sumrum og 2 á vetrum. Ég sagði að Loftleiðir teldu 3 ferðir vikulega allt árið vera lágmark, en e. t. v. væri hægt að gera "Gentlemen's agreement" um hámarksfjölda farþega. Gæti það verið hagkvæmara fyrir Loftleiðir en að hafa færri ferðir. Ráðherrann leizt ekki á þessa hugmynd og ráðuneyttisstjórinn tók fram að ef hún væri notuð yrðu að vera sveiflur í fjöldanum eftir árstíðum. Samtalið snérist síðan aðallega um 2 atriði:

1. Fargjaldamismunur. Ráðherrann sagði að málið hefði strandað á því, að Loftleiðir hefðu ekkert viljað gefa eftir, enda þótt heinlínis væri sagt í bókuninni frá 1964, að þegar Loftleiðir færu að nota stóru vélarnar á flugleiðinni til Skandinavíu, ættu að fara fram viðræður um verðmismun. Hefði þar auðvitað verið haft í huga að aukin þægindi og hraði myndu réttlæta eða réttara sagt gera minni fargjaldamismun nauðsynlegan. Ef Loftleiðir vildu koma til móts við SAS mundi vera hægt að leysa málið. Ég spurði hvaða tölur væri um að ræða, sem talið væri að lausan geti byggst á. Ráðherrann sagði að það væri samningsatriði og hann geti ekki talað fyrir hina. SAS hefði haft í huga 7%, en þoka metti þeim áleiðis og ef nýjar sameiginleg

Utanríkisráðuneytið,  
Reykjavík.

Db. 65. B. 2 dags. 6/2'67

viðreisur fara fram mundi það ekki vera misakiðningur hjá mér ef ég tæki þetta þannig, að hann væri ekki að hugsa um 1/2% eða neitt þvilíkt. Var nú þvælt um þetta fram og aftur, en meira fékkst ekki upp úr ráðherranum, um töluna. Ég sagðist einn sinni vilja minna á að fyrir 1964 hefði mismunurinn verið 23%. Reykslan hefði sýnt að 13/15% væri of lágt vegna þess að Loftleiðir hefðu ekki fengið neitt af þeirri 40% aukningu, sem hefði orðið á flugleiðinni. Og ekki mátti gleyma því, að það væri alls ekki venja að gera fargjaldamun miðað við mismundandi tegundir hreyfilvéla. Þar væri aðeins spursvingin jet eða ekki jet. Þetta væri því skandinavískt uppátæki. Aðalatriðið í málinu væri að fólk, sem ætti vól á non-stop jet og 2. flokks hreyfilvél, vildi fá talsverðan afslátt fyrir 2. flokks ferð. 20% væri sanngjarnt, 13/15% (eða einhver variásjón á því) væri eiginlega fyrir neðan lágmark. Ef talað væri um 8% eða 10% væri tilgangslaust að hefja nýjan fund og nú væri fundur Norðurlandaráðs á næstu gröðum.

2. Framkvæði Norðmanna til að finna lausn. Við ræddum nú þá hugmynd að Norðmenn reyndu að athuga bak við tjöldin, hvernig væri hægt að leysa málið. Sagði ráðherrann, að málið hefði verið rétt á ráðherrafrundi og væri í athugasem. Sjálfur sagði ráðherrann, að honum hefði skilið að allir sendiherrar Íslands á Norðurlöndum hefðu fengið fyrirmæli um að biðja hlutaðeigandi ríkisstjórn að taka upp forystu í málinu gagnvart hinum. Ég sagði að þetta hlýti að vera alger misakiðningur. Kollegar mínir í Stokkhólm og Kaupmannahöfn hefðu fyrirmæli um að vinna að lausn málsins, en ekki hefði verið talað um forystu frá neinum nema norsku ríkisstjórninni, enda mundi hin leiðin ekki samrímast venjulegum síðum. Kvæðst ráðherrann vera því sammála. Hins vegar væri erfitt fyrir norsku stjórnina að taka málstað Íslands upp gegnt sjónarmiðum Dana og Svía, því að hér væri um sameiginlega afstöðu þeirra þriggja að ræða. En ef Íslendingar gerðu tillögu um nýjan fund samgöngumálaráðherranna, þá mundi hann styðja það. Auðvitað væri þá

naudsynlegt að Loftleidir vildu teygja sig til samkomulags. Ég skaut því að, að þetta minnti dálitið á umræurnar í NATO þegar fóstbræður okkar þar vildu láta okkur teygja okkur til samkomulags og falla frá 12 mílna fiskveiðitakaörkum. Hefði meira að segja þansk nefni, að e.t.v. væru 6 mílur eða 9 grundvöllur fyrir samkomulagi.

Við hefðum þá sagt að ekki væri hægt að slá af lágmarki, enda var það ekki gert. Þjóst væri að ekki væri til neins að hlóða um nýjan fund nema vitað væri áður hvaða tala komi til greina næst 13/15%. Annars yrði aðeins endurtekning á síðasta fundi. Það væri einmitt þess vegna, sem þess væri óskað að norska ríkistjórnin kannaði þetta í kyrrþey. Það væri einn ósk af Íslands hálfu og þætti mér illt að trúa því, að slíkrí málaleitan yrði synjað.

Ráðherrann sagði að ekki væri meira að segja um þetta í bili, annað en það að dagana 21. og 22. febrúar væri fundur í norrenu samgöngumálanefndinni í Óslo. Vildi hann stínga upp á því að íslenski samgöngumálaráðherrann þreifði betur fyrir sér hjá Loftleidum og komi svo á þann fund. E.t.v. mundi málið leysast þar. Ég spurði hvort hann mundi þá sjálfur nota tímann á meðan til að þreifa á hinum. Ráðherrann þreisti og sagði: "Við skulum sjá hverniig þetta gengur". Ekki gat ég skilið það öðruvísi en að hann stlaði að ganga í málið.

Það torveldaði fundinn, að ráðuneytisstjórinn var viðstaddur, enda er hann erfiðastur í málinu hér í landi og ráðherrann virtist vera á verði gagnvart honum.

Virðist eftir atvikum rétt að nota fundinn í febrúar, eins og ráðherrann stakk upp á, nema lausn komi áður fyrir atbeina Lyng utanríkisráðherra.

*H. J. Andersen*

F



Db. 6.G.16.

14. júní 1967.

Nr. 348  
Bréf til  
forsætisráðherra.

Hér með sendist bréf frá Military Governor,  
Republic of Biafra, og stílað er á forsætisráðherra.

F. h. s.

(RIGN) EINARUR BENEVIK.

Utanríkisráðuneytið,  
Reykjavík.

Sendist forsætisráði m. fskj.  
frá Waneyinu  
hinn 19/6 '67

*Ry*

EMBASSY OF ISRAEL  
OSLO



שגרירות ישראל  
אוסלו

Wattlet 7 juni '67

Message to Prime Minister Bjarni Benediktsson from Prime Minister of Israel.

-----

Dear Prime Minister,

After weeks in which our peril has grown day by day, we are now engaged in repelling the wicked aggression which Nasser has been organising against us up to and including today. I have discussed this fully in previous messages to you directly or through the Ambassador of Israel. Israel's existence and integrity have been endangered.

The provocative troop concentrations in Sinai, now amounting to five infantry and two armoured divisions, the placing of more than 900 tanks against our southern frontier, the massing of 200 tanks opposite Elath in an attempt to sunder the southern Negev from Israel, the lawless blockade in the Straits of Tiran, the insolent defiance of the international community, the policy of strangling encirclement, including the placing in Jordan of Iraqi troops and aircraft in battle order against us, Nasser's announcement in his speeches on May 26 and 29 of total war against Israel and of his basic aim to annihilate Israel, the order of the day by the Egyptian commander General Murtagi calling on his troops in Sinai to wage total war against Israel, the acts of sabotage and terrorism from Syria and Sinai, culminating in this morning's movement of forces against Israel by air and land, all of this amounts to an extraordinary catalogue of aggression that must be abhorred and condemned by world opinion in all peaceloving countries, including your own.

So far nothing effective has been done by the UN, or its members, and not enough said against a ruthless attempt to destroy the State of Israel which embodies the

p.t.o.

memories, sacrifices and hopes of an ancient people whose recent torment is without parallel in history. In the past weeks I have received countless appeals for restraint and patience. We have indeed practised supreme restraint even in the face of increasingly intolerable aggressiveness. We hoped that Nasser's war machine would not be put into action. We have no doubt thereby enabled the aggressors to make their plans for attack more effective all along our frontiers. Our restraint has been of no avail.

This morning we have been attacked. I will add that we claim nothing except peaceful life in our territory and the exercise of our legitimate maritime rights. I most earnestly hope that you will come out clearly and firmly against the aggression that has been perpetrated against us and do your utmost to prevent outside forces from exploiting and enlarging the tension.

Levi Eshkol  
Prime Minister